

Signes

N°3 des Temps

Décolonisons les imaginaires : le cas des ONG en Belgique

Publication de BePax
Paraît 5 fois par an

AVRIL - MAI 2021

Sommaire

EDITO	3
DOSSIER	
Du syndrome du sauveur blanc à la solidarité Anonyme	4
L'origine comme critère de sélection au sein des ONG : à quels imaginaires cette pratique fait-elle écho ? Nour Outojane	6
Le poids de l'imaginaire colonial dans les ONG d'aide au développement Anh Thy Nguyen et Pauline Washukenyi	12

Comité de rédaction

Pauline Washukenyi,
Anh Thy Nguyen,
Nour Outojane,
Membre volontaire
anonyme.

Rédaction-Administration

ASBL BePax
Chaussée Saint-Pierre, 208
1040 Bruxelles

Tél. : +32 (0)2 896 95 00
E-mail : info@bepax.org
facebook.com/bepaxasbl
www.bepax.org

Compte bancaire :
BE 28-7995-5017-6120

Mise en page
www.acg-bxl.be

Décolonisons les imaginaires : le cas des ONG en Belgique

Différentes expériences de travail, que ce soit au sein de musées, de festivals de cinéma, d'universités, ou d'ONG, et diverses expériences personnelles, en tant que témoins et parfois actrices des discours et images racisantes de cette société belge qui se veut cosmopolite, nous ont poussées à nous rassembler dans un groupe de travail, lancé par BePax, visant à questionner les stéréotypes et l'héritage colonial structurant la représentation des personnes racisées dans l'espace médiatique et culturel, ainsi que dans nos imaginaires.

A travers la confrontation de nos regards, de nos sensibilités et de nos connaissances, nous voulons proposer des outils de déconstruction de ces rhétoriques en repensant notre rapport aux représentations et à ce qu'elles induisent dans nos inconscients. Notre travail se focalise sur les milieux qui sont constitués par le racisme tout en niant son existence, ceux qui empruntent des schémas hérités de l'imaginaire colonial sous couvert de l'humour ou de porter assistance.

Dans ce *Signes des Temps*, marquant notre première publication de groupe, nous nous arrêtons sur le milieu des ONG et autres acteur-ice-s de l'humanitaire et de l'aide au développement. Ce numéro dénonce le manque de prise en compte de la parole, des intérêts et des critiques des personnes destinataires de leurs activités et des personnes impactées par celles-ci, notamment par leur communication et leur marketing. A partir du point de vue de BePax, où la participation et l'expression des publics est au cœur de notre mission, il est d'autant plus frappant de constater combien les domaines de l'humanitaire et de la coopération internationale semblent configurés d'une manière qui maintient les plus impacté-e-s dans une position où leurs voix ne sont pas réellement écoutées et leurs actions invisibilisées. La volonté de changement qui est affichée de manière croissante par certaines ONG semble donc particulièrement complexe à mettre en œuvre.

Les trois contributions de ce numéro montrent comment le rôle et le poids des représentations héritées de la période coloniale permettent la reproduction de discours et le maintien de leur légitimité, permettant ensuite de justifier des pratiques qui sous-tendent des relations de pouvoir asymétriques. A partir des expériences d'employé-e-s et de volontaires dans des ONG belges, nos textes interrogent les images produites et diffusées, ainsi que les imaginaires qu'elles charrient. Les personnes interrogées sont différemment situées sur le plan racial ; à partir de leurs corps et des places qui leurs sont attribuées dans ces mondes de l'humanitaire et de la coopération, ce sont les effets des imaginaires hérités du passé qu'on dénonce, pour souligner l'urgence de les déconstruire collectivement.



Nour Outojane
Chargée d'études et d'animations

Du syndrome du sauveur blanc à la solidarité

“Quand j’étais enfant, avec l’école, j’ai vendu des bics pour l’action ‘Père Damien’. Il y avait toute une narration autour de cette action par rapport aux pauvres petits africains à sauver de la lèpre et de la tuberculose. Je suis vraiment rentrée dans cette narration et j’y ai beaucoup cru. Je pensais réellement que ce que je faisais, c’était ‘le bien’ et que les personnes qui ne se souciaient pas de cette action étaient des égoïstes”

“L’école m’avait parlé de la faim au Soudan. Pour manifester notre solidarité, nous avons dû manger deux sortes de biscuits fourrés à midi. On nous disait que les enfants soudanais devaient tenir une journée avec cela. J’ai longtemps pensé que tous les enfants soudanais mangeaient ces biscuits.”

Voici deux des cinquante témoignages anonymes que nous avons récoltés dans le cadre de la rédaction de cet article. Son objectif est d’arpenter le syndrome du ou de la sauveur-se blanc-he et le ressenti des personnes qui ont mené des actions rentrant dans cette logique.

Le syndrome du ou de la sauveur-se blanc-he fait référence à une personne généralement blanche qui aide des personnes racisées de façon intéressée : cette aide participe davantage à rassurer les consciences, se donner une bonne image de soi-même et une autosatisfaction en tant qu’héros ou héroïne, plutôt qu’à soutenir une réelle volonté de transformation en restant conscient-e de sa juste place et des rapports raciaux en jeu¹. Ce syndrome place la personne bénéficiant d’un privilège racial dans le rôle du ou de la sauveur-se des personnes historiquement opprimées et est omniprésent dans l’imaginaire collectif occidental, notamment dans le cinéma, dans des films comme *the Help*, *Green Book* ou *Dance with the wolves*². Le principal

problème de ce syndrome est sa vision soi-disant civilisatrice et salvatrice, ainsi que condescendante et néocolonialiste envers les personnes aidées.

Cette recherche d’obtention d’une conscience tranquille reflète une certaine malhonnêteté intellectuelle puisque les actions du ou de la sauveur-se blanc-he permettent à leur auteur-e d’éviter de remettre en question leur part de responsabilité au niveau des injustices raciales, sociales et environnementales. Malgré les avancées en matière de remise en question, les actions liées au syndrome sont encore trop valorisées, et ce, d’autant plus visiblement suite au développement des réseaux sociaux. Il suffit de faire un tour sur Tinder pour constater que l’application regorge de photos de personnes blanches entourées de personnes non-blanches dans une volonté de se montrer aventurier-e et altruiste.

Il va sans dire que le syndrome du ou de la sauveur-se blanc-he touche tout le monde : politicien-ne, travailleur-euse humanitaire, Monsieur, Madame et

Mixe tout le monde, etc. La suite de l’article se concentrera sur ces dernier-e-s en abordant le thème qui reflète la majorité des réponses données par les répondant-e-s à savoir les voyages dits humanitaires.

Les voyages dits humanitaires

“Je me souviens que je disais à mes amis en rigolant que j’allais sauver l’Afrique. Comme très souvent dans le racisme, l’humour est utilisé pour dire qu’on ne le pense pas. À force, on se pose la question de pourquoi le dit-on ? Bien sûr que je ne croyais pas que j’allais sauver l’Afrique, mais je croyais quand même que j’allais être l’héroïne de ma propre histoire.”

Les voyages dits humanitaires de personnes qui ignorent la quasi-totalité de la réalité du lieu où ils se rendent est l’exemple le plus commun donné par les répondant-e-s. Certain-e-s ont construit une école, d’autres creusé un puits ou animé des enfants : “Nous

sommes partis au Mali pour y apporter des fournitures scolaires”. Il est important de rappeler qu’autant le fait de participer que le fait d’organiser des “voyages humanitaires” avec des personnes nullement qualifiées pour porter les missions peut être en lien avec le syndrome. Beaucoup parlent d’une gêne au moment du voyage : “Je sentais que quelque chose me perturbait sans vraiment arriver à le verbaliser”, “J’ai réalisé que cette action humanitaire reproduisait des dynamiques coloniales. J’ai honte quand j’y repense”. D’autres témoignent d’un reniement de leur communauté : “Cela faisait plusieurs mois que j’étais là-bas, je ne me considérais plus comme les autres volontaires en visite. Moi, je faisais partie de la communauté.”. Ce qui nous semble intéressant est que pour certain-e-s ce reniement passe souvent par une logique de critique de l’autre, sans remise en question de soi. “Je voyais passer tous ces blancs qui s’arrêtaient à l’orphelinat entre deux safaris. J’ai développé un réel mépris à leur égard. Aujourd’hui, je réalise que je n’avais que peu remis en question ma propre présence et que je n’avais jamais considéré le potentiel impact émotionnel de mon départ sur les enfants”.

La honte et la culpabilité sont présentes chez beaucoup des répondant-e-s lorsqu’ils ou elles analysent leur ressenti face à ces voyages. Un-e autre témoigne “À l’époque, [j’avais le] sentiment d’intervenir pour le bien. Aujourd’hui, j’ai accepté ce comportement comme une étape d’apprentissage.”

Le but de ces voyages est généralement de vivre une expérience forte, gonfler le CV et souvent de renforcer l’égo. Ils sont davantage tournés vers les accomplissements personnels du ou de la volontaire que vers ceux ou celles qu’il ou elle est censé-e aider. On observe ces dernières années une amélioration dans la communication utilisée par les ONG belges qui accompagnent ou envoient les jeunes. Les mots “humanitaires” sont de plus en plus remplacés par les termes de “volontariat” ou mieux encore “échange culturel”. Mais comment s’assurer d’un échange équitable pour tou-te-s dans une société si peu éveillée et consciente de son propre racisme ?

Le côté positif est que beaucoup de personnes répondant au questionnaire indiquent que ces expériences leur ont permis de se conscientiser

malgré les problèmes inhérents au voyage : “Mes parents m’ont fortement soutenu dans mon désir de faire du volontariat en Tanzanie. Mais là-bas, j’ai rencontré quelqu’un. Leur discours a alors complètement changé. Suite à la découverte du racisme de mes parents, j’ai découvert le mien. Et, aujourd’hui j’essaie de contribuer à la lutte anti-raciste”. Bien que ces développements puissent s’avérer positifs au niveau individuel, il s’agit de toujours remettre le tout dans la balance en fonction du contexte, des projets et de leur impact plus large, notamment par rapport au regard porté sur les personnes aidé-e-s. Les principes comme l’intérêt supérieur de l’enfant ou le fait d’agir sans nuire (*do not harm*) ne priment-ils pas sur le développement personnel ou même l’éveil politique ?

Une présence y compris dans la coopération ?

“Je me rends compte que le fait même d’avoir choisi cette carrière [dans le domaine du développement et de l’humanitaire] est profondément ancré dans mon désir d’aller sauver la veuve et l’orphelin dans les pays pauvres. J’ai été sensibilisée au concept de white saviorism assez tôt et j’ai pensé un moment qu’en étant qualifiée pour ce genre de métier je ne rentrais pas dans cette catégorie. Aujourd’hui je réalise que (...) [je pourrais] laisser la place aux locaux, bien plus qualifiés pour répondre aux besoins de LEUR communauté. Je ne me sens plus du tout alignée avec mes principes, au contraire j’ai l’impression de perpétuer les pratiques néocolonialistes (...)”

Le secteur de la coopération est de plus en plus dans une remise en question des pratiques traditionnelles - avec une envie de plus en plus répandue de se décoloniser.³ La décolonisation s’entend comme un “effort pour interroger et transformer les héritages

institutionnels, structurels et épistémologiques du colonialisme (...)”⁴. Cela prend forme notamment via le soutien de partenaires sur place (plutôt que l’envoi d’expatrié-e-s). Mais beaucoup d’efforts restent à faire, notamment au niveau des pratiques de communication, surtout au niveau de la récolte de fonds. Certaines sont encore empreintes d’un néo-colonialisme et d’un syndrome du sauveur blanc effarant du type “vous avez redonné le sourire à un enfant”.

Le syndrome du ou de la sauveur-se blanc-he ne se limite pas à l’action internationale ; il est particulièrement présent dans la communication autour de l’accueil des personnes réfugiées. L’un-e des répondant-e-s témoigne autour du volontariat de ses parents : “Mes parents ont aidé un syrien arrivé récemment en Belgique. Ils l’appelaient “notre” syrien.”.

Mais où commence la solidarité ?

La plupart des répondant-e-s expliquent que les réseaux sociaux⁵ et les podcasts⁶ les aident particulièrement à prendre conscience de leur place dans les rapports raciaux. La déconstruction nous semble en effet être essentielle pour une contribution individuelle à la lutte anti-raciste et aux injustices mondiales.

Dans le cadre précis du syndrome du ou de la sauveur-se blanc-he, le compte Instagram *Nowhitesavior* apporte quelques éléments de réponse pour baliser et guider les pratiques qui se veulent solidaires : (1) La recherche de la justice plutôt que de l’émotion ; (2) l’importance donnée à l’impact plutôt qu’à l’intention ; (3) l’importance donnée aux causes d’injustices plutôt qu’aux symptômes.

1 – Les exemples sont très nombreux : *Dance with the wolves, the help, the Green Book, etc.*

2 – de Stexhe, Yannicke. (2019). Du whitewashing au white savior : Au-delà de la présence, l’importance des rôles. Consulté sur <https://bepax.org/publications/du-whitewashing-au-white-savior-au-dela-de-la-presence-l-importance-des-roles.html>

3 – Voir par exemple le débat de l’ULB le 18 mars 2021 : Décolonisons la Coopération Universitaire au Développement

4 – SOAS- School of Oriental and African Studies – University of London.

5 – Sont notamment cités : le compte Facebook : Sans Blanc de Rien, les comptes instagram *puissancenoir, nowhitesaviors* et *soyouwanttotalkabout*.

6 – Sont notamment cités : *Sans Blanc de Rien, Kiffe Ta Race* et *Rethinking Development*.

L'origine comme critère de sélection au sein des ONG : à quels imaginaires cette pratique fait-elle écho ?

Une personne a vu sa candidature à un poste de gestionnaire de projet au sein d'une ONG être refusée. La raison invoquée ? Son origine. Par-delà son illégalité, cette discrimination à l'embauche nous pousse à questionner les représentations sous-jacentes à ce genre de pratique dans un secteur qui semble encore être fortement et paradoxalement structuré par le racisme.



« Ça a toujours été comme ça », cette phrase résonne comme un bouclier de protection de cette règle informelle – et illégale.

Étant d'origine béninoise, je me disais qu'il y a quand même certains avantages que je pourrais apporter au projet. La connaissance du terrain, les langues, parce que ce sont toutes des choses vraiment importantes : de pouvoir connaître le public avec lequel tu vas travailler, certaines affinités, certaines nuances qu'on ne peut pas juste apprendre parce qu'on est parti là-bas pour mettre en place un projet. Donc je me suis

lancée" m'explique Aurélie. Mais le recruteur n'était pas du même avis : après avoir écouté la candidate présenter son expérience professionnelle, il lui pose cette fameuse question ("Mais d'où venez-vous, réellement?"), plusieurs fois, jusqu'à obtenir la réponse qu'il recherche : "d'origine béninoise". Il lui explique alors que l'ONG n'accepte pas d'engager une personne de la nationalité du pays en tant que responsable de projet sur place, que

la fonction doit être remplie par une "expat". Malgré qu'Aurélie ne dispose pas de la nationalité béninoise, qu'elle est belge et qu'elle serait donc bel et bien une "expat" belge au Bénin si elle remplissait la mission, le discours reste le même. Lorsque Aurélie questionne cette règle, le recruteur la justifie au nom d'un potentiel conflit d'intérêts, mais aussi pour la protéger, qu'elle ne serait pas assez neutre et que, non, il n'y a pas eu de problème de ce type auparavant mais que "ça a toujours été comme ça". "Ça a toujours été comme ça", cette phrase résonne comme un bouclier de protection de cette règle informelle – et illégale –, comme un maintien du *statu quo* dans un milieu où les gestionnaires de projets sont très majoritairement blancs. Mais quelles sont les représentations qui sous-tendent ces règles opérantes ?

Le poids structurel du passé

Sans vouloir détailler toute l'histoire de la coopération au développement et de l'humanitaire, l'ancrage de ces secteurs dans une continuité coloniale témoigne du fait que, bien qu'ils soient déchargés d'un racisme assumé, leurs bases fondatrices restent empreintes de leur tradition "civilisatrice" et de leur "devoir" de sauver l'Afrique^{1,2}.

Les projets de colonisation et d'impérialisme commencèrent dès le 15^e siècle, avec la mise en place d'un système esclavagiste alliant le commerce transatlantique avec l'économie de la plantation. Au 19^e siècle, la race ainsi que ses théorisations remplacent l'institution de l'esclavage et justifient une mission civilisatrice : celle d'élever les peuples d'une infériorité "prouvée" par la pseudoscience, les libérer de leur condition primitive et de leur barbarie pour les amener vers la modernité européenne³. Après la deuxième guerre mondiale, lorsque d'une part, les missions humanitaires et religieuses s'intensifient, et d'autre part, le concept de développement émerge, la perception de l'infériorité des sociétés "bénéficiaires" n'est plus liée à la pseudoscience mais plutôt à la vision eurocentrique du progrès et de la modernité, selon laquelle ces sociétés devaient franchir une série d'étapes pour rattraper leur "retard" et atteindre le niveau de "progrès" de la

civilisation occidentale⁴. Les relations de coopération entre les pays de l'Occident et les pays "bénéficiaires" ont suivi ces relations coloniales. Aujourd'hui, ce sont toujours les pays Occidentaux qui déterminent les critères sur lesquels les projets ont lieu ainsi que leur orientation, et ce malgré un travail de remise en question des ONG et même dans les cas où le soutien se porte à des projets entièrement gérés par des ONG locales.

Cette continuité coloniale se situe également au niveau de la communication. Pour récolter autant de fonds que possible auprès de la population belge, les missionnaires mettaient en avant les actions qu'ils menaient pour sauver les populations indigènes, perçues comme "sans âme"³. De manière similaire, les campagnes de récolte de fonds des ONG actuelles dépendent, à un degré variable selon leurs agréments, de la charité de la population occidentale, à qui on va adresser un message qui n'est pas formulé par les bénéficiaires de ces fonds, définissant leurs situations et leurs demandes en leur nom⁵. Les rapports de charité induisent forcément une forme de hiérarchie qui est, d'une certaine manière, déshumanisante, puisque l'autre n'est pas mon égal. On parle souvent de coopération comme s'il s'agissait de solidarité mais, cette dernière implique une assistance mutuelle dans un rapport d'égal à égal. Or, la coopération dont il est ici question est une intervention qui se pratique car il y a des intérêts en jeu⁶.

C'est dans ce contexte que l'Afrique est souvent dépeinte comme monolithique, ses pays comme interchangeables, son état figé dans le temps^{7,8}. Les Noirs sont représentés comme pauvres, misérables, arriérés, sont altérés dans un imaginaire folklorique et presque nostalgique d'un passé qui n'existe plus et, y compris dans les cas où la négativité propre au porno de la pauvreté est remplacée par un positivisme délibéré, ils et elles restent dans le besoin d'être aidés pour pouvoir s'en sortir. Ces images ne sont ni informatives ni objectivées; elles dramatisent des situations, s'appuient sur l'émotionnel et tombent dans le sensationnel pour captiver l'attention des spectateurs dans un contexte où les images sont omniprésentes. Pour obtenir des fonds, la dignité des bénéficiaires et des

Les rapports de charité induisent forcément une forme de hiérarchie qui est, d'une certaine manière, déshumanisante, puisque l'autre n'est pas mon égal.

diasporas est souvent bafouée; ce qui reste intact et masqué derrière ces images sont les problèmes complexes de pouvoir, l'histoire et la dimension structurelles des situations dépeintes.

Au vu de la discrimination à l'embauche décrite plus haut, des questionnements surgissent : par la déshumanisation des personnes Noires et par l'invisibilisation de leurs capacités, ces images construisent-elles des sentiments de supériorité et de légitimité infondés ? A quel point la propagande coloniale, et l'imaginaire collectif vis-à-vis des Noires et de l'Afrique dans lequel elle est ancrée, informent-ils des attitudes actuelles ? Ces images placent-elles différents corps à différents endroits, nécessaires à la fabrication de la blancheur et de l'altérité ?

Assignation des corps comme frein à la mobilité

Le questionnement sur les origines d'Aurélie indique qu'elle a charrié tout un imaginaire chez son potentiel employeur; un imaginaire qui édifie bon nombre de présomptions, stéréotypes et préjugés.

Le fait que le recruteur ait exprimé que le poste doit être rempli par une "expat" dévoile sa difficulté à imaginer Aurélie en tant que telle. D'une part, cela souligne la manière dont les personnes Noires et racisées sont encore trop souvent assignées à un *ailleurs* alors que nous sommes *d'ici*. En effet, la logique du recruteur est que si Aurélie était envoyée au Bénin dans un cadre professionnel, elle ne serait pas "expat" car elle serait

Il faut être en phase avec ce qui se passe sur le sol, théoriser et opérer à partir d'« une tour d'ivoire » n'amènera rien de bon.

envoyée "chez elle". Cette difficulté à imaginer Aurélie en tant qu'"expat" renvoie à nos catégories migratoires, qui sont loin d'être neutres et apolitiques : elles réitèrent des hiérarchies raciales. Avec un tel raisonnement, porteur d'une idéologie qui oriente la politique de recrutement, comment imaginer qu'une ONG puisse jouer un rôle quelconque dans la remise en cause du racisme structurel légué par le passé colonial ?

Aurélie a également été renvoyée à l'impossibilité d'être considérée comme experte par un potentiel manque de "neutralité", une présomption tout à fait liée au fait qu'elle soit perçue comme ne faisant pas partie intégrante de l'Occident. Historiquement, la centralisation et universalisation du savoir occidental – positionné comme un savoir objectif – ont marginalisé différentes personnes ainsi que leurs voix, leurs idées et leurs visions du monde⁹. La coopération humanitaire est souvent critiquée pour reproduction des modèles de domination et d'hégémonie coloniales dont elle est coupable et qui se reflètent par les pratiques de recrutement, les personnes considérées comme légitimes à donner des conférences, à prendre des décisions, à superviser la gestion d'un budget, etc. La situation d'Aurélie en est emblématique.

Pourtant, bon nombre de projets ont montré l'importance de partir des cultures des pays où la coopération des ONG a lieu, et ce afin d'éviter un ethnocentrisme ravageur³. La question n'est pas si la personne chargée d'un projet est Occidentale ou non, racisée ou blanche, mais concerne plutôt les pratiques de l'ONG : la capacité d'humilité et d'écoute profonde, la prise en compte réelle des besoins, des avis et des critiques des populations locales^{9,10}. Comme le dit Farhana Sultana (2019), il faut être en phase avec ce qui se passe sur le sol, théoriser et opérer à partir d'"une tour d'ivoire" n'amènera rien de bon mais ne provoquera que du désespoir ou des projets dont on apprendra l'échec après coup.

Il faut dire que le mode de vie majoritaire des expatrié-e-s n'aide pas à ce qu'il puisse y avoir un réel échange avec la population locale. En effet, pour des raisons de sécurité, d'assurance mais aussi d'image des ONG, les expatrié-e-s d'ONG occidentales partagent des quartiers bien spécifiques avec les travailleur-euse-s des Nations unies, des forces militaires et des ambassades : souvent les anciens beaux quartiers de colons¹¹. Un des arguments en faveur de ce mode de vie est qu'il permet aux Occidentaux d'offrir des emplois aux "bénéficiaires", mais il faut reconnaître qu'il peut paraître indécent, ayant des connotations ambiguës et relevant des hiérarchies de domination raciale¹².

Avoir des partenaires locaux – parfois par obligation pour obtenir des fonds – ne résout pas toujours ces problèmes. Souvent, ces partenariats sont opportunistes et opérationnels plutôt que stratégiques, c'est-à-dire qu'ils ne visent pas à faire monter en puissance une ONG locale¹². Les ONG et les populations locales sont rarement invitées à (co-)définir les manières dont la communauté internationale peut les aider le plus efficacement possible. A l'inverse, il y a plutôt une reproduction de modalités d'intervention, qui restent dans les mêmes contours, peu importe le pays où l'intervention a lieu, dans un souci d'efficacité⁹. Les modes opératoires sont donc très souvent imposés et les ONG locales peuvent développer une sorte de rancœur par le mépris provenant des ONG occidentales et leur imperméabilité aux remarques¹².

M^{me} Bieble, responsable de l'ONG Cause Commune à Kinshasa, disait qu'elle ressentait que l'offre d'ONG locales était trop rapidement assimilée "à des brigands, à des voleurs qui ne cherchent qu'à se pérenniser".

Aujourd'hui, il est important de se demander qui peut être considéré comme "expert-e", quelles personnes portent des connaissances considérées comme valides, lesquelles sont illégitimées par manque de "neutralité" et comment ces processus maintiennent en place des relations de pouvoir qu'il faut déstabiliser. Le fait qu'Aurélie soit directement écartée est, d'une part, discriminatoire, de l'autre, surprenant : ne serait-ce pas sa connaissance de la langue, de la culture, sa facilité à connaître la population locale, à comprendre des subtilités culturelles, sociales, politiques ou encore économiques, qui pourraient permettre un dialogue plus profond et une meilleure prise en compte de l'avis des populations et des ONG locales, et donc, par extension répondre à bon nombre d'enjeux auxquels les projets internationaux font face ?

Au final, ce que M^{me} Bieble exprime vis-à-vis de la manière dont les ONG locales sont perçues par les ONG occidentales révèle un mécanisme similaire quant à la perception des capacités d'Aurélie, en tant que femme Noire, par un recruteur blanc. Tout comme on s'inquiète d'un potentiel manque d'objectivité de la part d'Aurélie en raison du pays de provenance de ses parents, s'inquièterait-on d'un potentiel manque de neutralité chez un candidat euro-descendant qui s'avérerait être né au Bénin ? Qu'en est-il alors d'une personne dont les parents ou grands-parents auraient eu une implication dans la colonisation du pays en question ?

Le recruteur a également parlé de crainte de potentiels "conflits d'intérêts"; des craintes qui résonnent également avec des préjugés datant de l'époque coloniale, selon lesquels les personnes Noire-s manqueraient de contrôle et d'honnêteté. Il s'agit d'une interaction violente et insultante.



Sachant que les ONG travaillent actuellement – suite aux éléphants blancs, c'est à dire des mégaprojets qui sont plus néfastes que bénéfiques – avec des chartes éthiques, des budgets pré-élaborés et pré-validés, des dossiers administratifs à compléter à mi-parcours et à la fin du projet, une évaluation par un audit externe et un contrôle de la part de la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD), la crainte du recruteur semble d'autant plus irrationnelle.

A moins que la réelle crainte relève inconsciemment du fait qu'Aurélie puisse avoir trop d'affinités avec la population locale et qu'elle se détache trop du style de vie typique des "expats" sur place, ne regardant plus la situation à partir du prisme de l'ONG pour laquelle elle travaillerait, mais davantage à partir du prisme des réels intérêts des ONG et populations locales. Que se passerait-il alors ? Quels changements découleraient d'une centralisation des expériences vécues, de la vie quotidienne, émotionnelle et incarnée des "bénéficiaires", au lieu des logiques coloniales et des valeurs eurocentriques, au lieu de la blancheur comme seule source de connaissances ? Que deviendrait l'humanitaire et la coopération de demain si on dépassait un discours symbolique de la diversité et de l'inclusivité, si ce qui a été réduit au silence ou supprimé était entendu et réellement pris en considération, si on pratiquait l'humilité et l'écoute réelle, si on reconnaissait la partialité de chaque point de vue, comme situé ?



Nour Outojane

Chargée d'études et d'animations

- 1 – Robert, Mireille-Tsheusi. (2016). Racisme anti-Noirs, entre méconnaissance et mépris. <https://www.bepax.org/publications/racisme-anti-noirs-entre-meconnaissance-et-rejet.html>
- 2 – Michel, Aurélie. (2020). Un monde en nègre et blanc. *Editions du Seuil*
- 3 – Coopération Education Culture. (2019). Décoloniser la communication des ONG. Consulté sur <https://www.cec-ong.org/observatoire-des-stereotypes/communication-stereotypee-des-ong/decoloniser-la-communication-des-ong-kalvin-soiresse.html#:~:text=C'est%20de%20l'Europe,l'amener%20vers%20la%20modernit%C3%A9>.
- 4 – ACODEV. (2021). La coopération au développement. Consulté sur <https://www.acodev.be/la-cooperation-au-developpement/la-cooperation-au-developpement#:~:text=La%20coop%C3%A9ration%20au%20d%C3%A9veloppement%20en%20Belgique%20est%2r%C3%A9gie%20par%20la,coop%C3%A9ration%2C%20et%20les%20pays%20concern%C3%A9s>
- 5 – Coopération Education Culture. (2019). Participer à une campagne de sensibilisation contre les stéréotypes et les préjugés. Consulté sur <https://www.cec-ong.org/observatoire-des-stereotypes/communication-stereotypee-des-ong/participer-a-une-campagne-de-sensibilisation-contre-les-stereotypes.html>
- 6 – Coopération Education Culture. (2019). L'évolution des mécanismes dans le secteur du développement. Consulté sur <https://www.cec-ong.org/observatoire-des-stereotypes/communication-stereotypee-des-ong/mecanismes-dans-le-secteur-du-developpement.html#:~:text=En%20Ha%C3%AFti%20notamment%2C%20tr%C3%A8s%20vite,un%20qui%20est%20comme%20moi>.
- 7 – Mambu, Dja. (2018). Peau noire, médias blancs. Stigmatisation des Noirs et de l'Afrique dans la presse belge et française. <https://djamambu.iggybook.com/fr/peau-noire-medias-blancs>
- 8 – Mambu Dja. (2021). dans Freres, Sarah. (2021). "Stéréotypes racistes : les ONG en introspection." Imagine, janvier – février 2021.
- 9 – Sultana, Farhana. (2020). dans Social Science Research / University of Amsterdam (2020). Decolonising Europe #11 : Decolonising humanitarianism. Consulté sur <https://www.youtube.com/watch?v=HjhXTelEVU&t=2423s>
- 10 – Larzilière, Pénelope. (2010). Faut-il "désoccidentaliser" l'humanitaire ?. Consulté sur <https://journals.openedition.org/humanitaire/860>
- 11 – Galy, Michel. (2010). Faut-il "désoccidentaliser" l'humanitaire ?. Consulté sur <https://journals.openedition.org/humanitaire/860>
- 12 – Galy, Michel. (2011). A Kinshasa, aventuriers africains et professionnels occidentaux. Consulté sur <https://www.excelafrika.com/2011/02/03/a-kinshasa-aventuriers-africains-et-professionnels-occidentaux/>

Le poids de l'imaginaire colonial

dans les ONG d'aide au développement

Depuis quelques années, les campagnes de communication menées par les ONG d'aide au développement suscitent des critiques récurrentes dans l'espace public, qui les invitent à une remise en question des représentations véhiculées et des imaginaires qu'elles contribuent à forger, tant en Belgique qu'à l'international. Toutefois, à l'heure où une partie de ces organisations montre des signes de volonté d'évolution¹, il nous semble important de réfléchir aux potentiels ressources et freins à ce changement à partir de la question des imaginaires mobilisés.

Dans le cadre d'une recherche exploratoire sur le poids de l'imaginaire colonial au sein des structures d'aide au développement, nous avons jugé intéressant de partir de l'analyse effectuée par un·e employé·e racisé·e d'une ONG afin d'éclairer les mécanismes et les enjeux sous-jacents à la fabrication de ces images. Pour respecter la confidentialité de ses propos, nous avons anonymisé les informations relatives à la personne enquêtée ainsi qu'à son employeur. Nous précisons également que si l'analyse est en mesure d'éclairer certaines réalités, elle ne peut être généralisée à l'ensemble du secteur des ONG belges œuvrant à l'aide au développement.

Néanmoins, ce point de vue situé se révèle particulièrement intéressant pour mettre en évidence les rapports raciaux en jeu au sein des ONG, et entre ces dernières et leur environnement.

Un processus de décision éloigné des réalités du terrain et très peu diversifié

En 2013, une analyse portant sur la gouvernance et le processus de décision de 57 ONG belges, menée pour le compte des Fédérations des associations de coopération et développement², donne un aperçu de la perception de la part des membres de Conseils d'administration et des

équipes de direction quant à leur travail au sein de ces structures³. Malgré quelques disparités entre les ONG en raison de leur taille (petites ou grandes) ou de leur rattachement linguistique (francophones ou néerlandophones), les résultats de l'étude indiquent que le *leadership* y est perçu comme plutôt participatif. Du côté de notre interlocutrice, c'est globalement une image différente qui est dépeinte :

● "Malheureusement, la plupart des décisions sont prises au niveau du CA. Mais ce sont des personnes qui en pratique ne savent rien de notre travail sur le terrain. [...] On ne les comprend pas toujours, on n'est pas toujours d'accord. Et des fois, on est contraints de juste les [i. e. décisions] accepter, de faire avec."

Si certain·e·s travailleur·se·s sont invité·e·s ponctuellement à participer à la discussion de certains axes plus stratégiques, ils ou elles n'ont pas pour autant de rôle décisif dans la prise de décision :

● "Il y a bien sûr certaines personnes (de l'équipe) qui sont parfois invitées au niveau du CA pour présenter des projets, comme éventuellement les chefs de département, qui ont plus d'informations sur notre pratique sur le terrain. Mais ce ne sont pas eux qui prendront les décisions."

Dans le cas de son ONG, il semblerait que les autorités dirigeantes privilégient une validation en aval des décisions prises, plutôt qu'une consultation en amont. Les employé·e·s de l'organisation sont généralement mis·e·s devant le fait accompli une fois les décisions déjà actées. La personne interrogée nous rapporte précisément l'exemple de l'élaboration d'une stratégie de communication externe, qui se caractérise davantage par une approche *top-down* que *bottom-up*, donnant ainsi parfois l'impression qu'il s'agit d'un processus de décision n'allant que dans un sens, alors qu'un fossé peut séparer les approches du CA et celles de l'équipe sur le terrain. Les CA et équipes de direction semblent toutefois partiellement conscients des risques liés à ce type de gouvernance, puisque l'enquête citée ci-dessus rapporte qu'ils et elles reconnaissent que les intérêts des bénéficiaires sont généralement peu représentés dans les CA. Ce constat

dénote un problème de gouvernance plus global, relatif à la répartition du pouvoir entre les acteur·ice·s au sein d'une organisation, ainsi qu'entre l'organisation et ses parties prenantes.

Néanmoins, il est intéressant de souligner que le témoignage de la personne enquêtée, nourrie de son expérience et de son ressenti, indique que cette conscience des risques de ce type de gouvernance est peu présente au sein de l'ONG où elle travaille. En effet, les propos que nous avons recueillis mettent en évidence une certaine dichotomie entre l'idée que semblent se faire les CA et les directions à propos de leur management et de leur communication et la façon dont l'employée interrogée les perçoit.

Par-delà ce manque de représentativité dans l'instance de prise de décision (CA), à défaut d'un processus plus participatif, notre enquêtée y pointe également un manque de mixité, de genre et de race, reproduisant une forme d'ethnostratification⁴ au sein même de la structure dans laquelle il ou elle travaille. On retrouve pourtant une certaine "diversité" au niveau des équipes travaillant sur le terrain et en contact direct avec les bénéficiaires. Comme nous le rappelle Betel Mabilie,

"cette volonté d'intégrer des personnes racisées dans une équipe uniquement pour promouvoir une diversité en entreprise s'apparente à ce que l'on appelle : le *diversity washing*. Il s'agit de l'idée d'utiliser la diversité comme étendard et comme image, mais de refuser de modifier la structure de l'entreprise en termes de possibilités, de recrutement, d'inclusion des personnes racisées"⁵. La personne interrogée insiste d'ailleurs encore une fois sur le rôle du Conseil d'Administration dans le recrutement des candidat·e·s et les freins qui peuvent empêcher des personnes racisées à accéder à des postes à responsabilités :

● "Plus on monte, moins il y a de personnes d'origine étrangère. Il y a beaucoup de personnes (parmi celles-ci) qui ont la nationalité (belge), mais cela n'est pas toujours retenu comme étant un critère car on ne va pas juste regarder sa nationalité. Au niveau du CA ce sont tous des hommes blancs. Et puis au niveau des chefs de département, pareil, et quand on se trouve au niveau des coordinateurs, [il y a très peu de personnes – et c'est un euphémisme –] d'origine étrangère. [Ce constat est encore plus accentué en ce qui concerne] la coopération internationale : là, c'est majoritairement blanc."



- 1 – À titre d'exemple, voir la campagne "Decolonize Now" menée par la CNCD et rejointe par plusieurs ONG belges : CNCD, "Decolonize now! La décolonisation et la mémoire coloniale en débat", [en ligne], <https://www.cncd.be/Decolonize-Now-La-decolonisation-6965> (consulté en mars 2021).
- 2 – Du côté francophone, l'AcODEV (Fédération des OSC de coopération au développement) et, du côté néerlandophone, le NGO Federatie (Vlaamse federatie van ngo's voor Ontwikkelingssamenwerking).
- 3 – AcODEV & NGO Federatie (2013), "Gouvernance et processus de décision dans les ONG", rapport sectoriel de l'enquête, Bruxelles, [en ligne], https://portailqualite.acodev.be/fr/system/files/node/319/gouvernance_et_processus_de_decision_dans_les_ong.pdf (consulté en mars 2021).
- 4 – Phénomène selon lequel l'origine détermine dans quelle niche du marché de l'emploi on se retrouve.
- 5 – Betel MABILIE, "Critique du terme "diversité" : diversity washing et déshumanisation", in *BePax.org*, [en ligne], <https://bepax.org/publications/document-698.html> (article du 19 novembre 2019, consulté en avril 2021).



Quand les campagnes de récolte de fonds jouent sur les stéréotypes

Lorsqu'il s'agit d'aborder la perception des images véhiculées, et plus particulièrement celles qui concernent la récolte des fonds pour des projets de niveau international, la personne interviewée exprime une certaine frustration :

- "Il y a souvent cette image de misérables, des enfants affamés pour faire pitié. Ça enlève la dignité de la personne. Je trouve ça vraiment dégradant de voir ce genre d'image. On n'a pas besoin d'afficher cela pour avoir une bonne campagne."

Les représentations véhiculées par certaines campagnes influencent beaucoup la façon dont sont perçues toutes personnes non originaires d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Ce constat est partagé par la Coopération Education et culture (CEC) à l'initiative de l'Observatoire des stéréotypes, qui mène un travail de réflexion et de déconstruction sur la communication des ONG et sur les stéréotypes qu'elle diffuse⁶.

L'objectif premier des campagnes de communication des ONG est de sensibiliser le public aux causes qu'elles défendent pour le convaincre de contribuer financièrement aux actions qu'elles entreprennent. Dans ce cas de figure, le recours à des images misérabilistes, soulignant la façon dont un soutien financier permet de venir concrètement en aide aux bénéficiaires, semble plus performatif que le partage d'informations factuelles ou positives. À cet égard, la personne avec laquelle nous nous sommes entretenues s'interroge :

- "Pourquoi ne pas montrer les bonnes réalisations? Peut-être même grâce aux dons envoyés, pour montrer justement une image positive! Il y a ce manque de pouvoir communiquer positivement."

L'argument avancé lorsque ce point est mis en avant est généralement le suivant :

- "[...] le but des campagnes de récolte de fonds n'est pas d'aider ceux qui sont en forme ou ceux de la classe moyenne, mais plutôt d'aller vers ceux qui sont les plus précarisés."

Cependant, ainsi que le rappelle Rony Brouman, ancien président de *Médecins sans frontières*, "la poursuite de ces objectifs comporte le risque pour les communicants des ONG de s'éloigner de la réalité"⁷. Le recours par certaines ONG à des images misérabilistes et à une rhétorique qui ne valorise nullement la dignité des personnes représentées sur les images contribue (in)directement à la stigmatisation des personnes bénéficiaires de l'aide internationale. Dès lors, les représentations véhiculées par certaines campagnes influencent beaucoup la façon dont sont perçues toutes personnes non originaires d'Europe ou d'Amérique du Nord :

- "Ce n'est plus seulement l'image des personnes qui sont précarisées dans leur pays qu'on montre, mais c'est en même temps l'image du migrant ici. Ça pouvait encore marcher à l'époque, au niveau international c'était encore lointain pour le public. Mais il y a de plus en plus de personnes d'origine étrangère qui sont nées ou qui ont grandi ici, ou qui sont venues à l'âge adulte et pour qui il est très dénigrant de voir ce genre d'image. Cela peu importe le statut : réfugié-e-s, demandeurs et demandeuses d'asile, migrant-e-s économiques."

"C'est une image qui influence beaucoup la perception des gens sur toi et sur d'où tu viens. Quand tu ne ressembles pas à l'homme ou à la femme européen-ne, dès que tu arrives quelque part, il y a déjà toute une liste de stéréotypes que tu es à chaque fois obligé.e de casser."

Pour pouvoir se distancier de ces stéréotypes, les personnes racisées adoptent une série de stratégies de subversion et de déconstruction, qui sont autant de facteurs contribuant à une charge autant mentale que raciale⁸.

Outre les problèmes éthiques qu'une telle communication pose, celle-ci génère également de la méfiance auprès des publics que les ONG souhaitent solliciter ou sensibiliser, à l'instar par exemple d'une campagne de sensibilisation de l'ONG suisse Helvetas qui a suscité la polémique sur les réseaux sociaux en 2016⁹. Une des affiches sur l'accès aux sanitaires représentait une petite fille noire qui selon une inscription "tire la chasse d'eau", accompagnée de ce qui semble

être sa mère qui "allait aux latrines" et de sa grand-mère qui "se cachait dans les buissons". L'organisation fut accusée de véhiculer une vision réductrice de l'Afrique à travers une série de clichés jugés paternalistes, racistes et condescendants. De nombreux internautes ont aussitôt appelé l'organisation à retirer ses visuels.

Pour et vers une inclusion à tous les niveaux

En dépit des constats effectués, il ressort néanmoins de notre entretien qu'il existe une volonté de la part de plusieurs membres de l'ONG concernée de voir certaines améliorations aussi bien au niveau de l'organisation interne de la structure que de la communication externe, notamment par rapport à la façon dont elle représente les bénéficiaires de l'aide au développement.

Face à ces représentations souvent misérabilistes, empreintes d'un discours paternaliste, un travail de remise en question commence en effet à émerger, bien que de manière encore timide :

- "Avant, si on regardait les campagnes de différentes ONG c'était pratiquement pareil. Ils ont commencé à un peu doser de ce côté-là. Mais certaines choses restent. Quand on veut parler de l'africain, généralement, c'est toujours en montrant des personnes précarisées."

Si un effort commence à être pratiqué de la part des ONG en vue d'impliquer davantage les personnes qui sont représentées sur les images véhiculées et notamment en essayant de faire entendre leurs voix, dans la réalité, leurs avis ne semblent pas vraiment être pris en compte lorsqu'elles évoquent les façons dont elles aimeraient vraiment être représentées. Dès lors, cette reconnaissance de la parole est-elle réelle ou sert-elle de caution à des décisions déjà prises en amont? Il convient de s'interroger sur les véritables intentions des ONG, comme le fait d'ailleurs la personne que nous avons rencontrée :

- "J'ai toujours été un peu sceptique par rapport à ça. Généralement je n'ai pas le sentiment que ce soit quelque chose de sincère. J'ai souvent l'impression qu'on utilise la personne justement pour montrer une

image, qu'on pense que la société actuelle préfère voir. On donne un semblant de parole, pour cautionner, tout en gardant le contrôle absolu."

"Quand on veut donner la parole, qu'on donne la vraie parole. [Autrement] tu es juste là comme un figurant, [ce qui] confirme encore plus le fait que ta parole ne sert à rien".

Ainsi, de la même manière que les images, le poids des mots n'est pas négligeable. Au moment d'évoquer la déconstruction des stéréotypes raciaux et l'usage d'un vocabulaire explicitement décolonial¹⁰, l'expérience de la personne interrogée témoigne d'une absence de réflexion théorique menée de façon à la fois structurelle et concertée. Si réflexion il y a, elle semble plutôt provenir de certains membres de l'organisation à titre individuel, mais n'est pas encore à ce jour prise en charge ni collectivement ni structurellement. Ce travail de discussion et de déconstruction peut néanmoins s'illustrer à travers des discussions informelles entre des groupes restreints de collègues et prendre appui sur des équipes de communication dont la composition repose sur des profils de plus en plus jeunes, habitués à côtoyer des personnes de divers horizons.

Syndrôme du sauveur blanc et néocolonialisme

Le "syndrome du sauveur blanc"¹¹ reste fortement ancré dans l'approche de l'ONG en question, notamment dans ses campagnes de récolte de fonds. Les mots employés et les images qui sont données à voir ne sont d'ailleurs pas sans rappeler la mission civilisatrice que se donnaient les Européens durant l'époque coloniale :

- "[...] le blanc qui va donner à l'autre... ça donne mieux. On part du principe que tu ne sais rien faire [...]; on va se focaliser sur ce qu'on considère comme des points faibles pour montrer à quel point tu as besoin d'eux. Sur le terrain, la supériorité du blanc sur les personnes locales, ce n'est même pas un sentiment, c'est une conviction."

Face à ces représentations souvent misérabilistes, empreintes d'un discours paternaliste, un travail de remise en question commence en effet à émerger, bien que de manière encore timide.

6 – Ce travail repose sur la production d'un large panel d'articles, d'interviews, d'images ou analyses réalisées par des experts de la communication, des acteurs de la coopération, des photographes, des enseignants chercheurs, des artistes, etc. (CEC – Observatoire des stéréotypes, [en ligne], <https://www.cec-ong.org/observatoire-des-stereotypes/> [consulté en mars 2021]).

7 – Maria MANCILLA, "Les ONG entre communication et marketing", in *L'Obs (Rue89)*, [en ligne], <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-nos-vies-connectees/20070815.RUE1363/les-ong-entre-communication-et-marketing.html> (article du 2 novembre 2016, consulté en mars 2021).

8 – À cet égard, voir le dernier numéro de *Signes des temps* portant sur "Discrimination, charge et trauma racial : la santé mentale à l'épreuve du racisme quotidien" (décembre 2020).

9 – Sylvia REVELLO, "La campagne d'Helvetas blesse et dérange" in *Le Temps Afrique*, [en ligne], <https://www.letemps.ch/opinions/campagne-dhelvetas-blesse-derange> (article du 7 novembre 2016, consulté en mars 2021).

10 – En référence au *Lexique de termes décoloniaux* établi par le Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11), [en ligne], <https://www.cncd.be/Lexique-de-termes-decoloniaux> (consulté en mars 2021).

11 – Une définition de ce syndrome est fournie dans le premier article.

Les mécanismes qui alimentent des stéréotypes qui invisibilisent ou infantilisent le public (dit bénéficiaire), perpétuant ainsi un imaginaire raciste directement hérité de la période coloniale.

Le fonctionnement actuel de certaines ONG reflète, à certains égards, la mutation de la colonisation, d'après la personne interrogée :

● "L'homme blanc n'impose plus ouvertement sa volonté à l'autre. Au lieu de cela, il utilise son pouvoir économique et le manipule pour qu'il se conforme à sa volonté. "Au lieu d'interroger les populations locales sur leurs priorités, ce sont les donateurs européens qui décident des projets auxquels ils allouent des fonds."

Plus encore, les financements publics dont bénéficient certaines ONG influencent considérablement leurs missions et leur politique de communication dans ce sens¹². Celles-ci sont parfois même amenées à orienter leurs projets pour répondre aux critères d'éligibilité de certains bailleurs de fonds. Ce constat est d'ailleurs mis en exergue par le témoignage de l'employé-e interrogé-e :

● "C'est assez frustrant parce que on a envie d'élever la voix et de parler de certaines choses, certaines réalités.

Mais en haut, ils pensent d'abord aux financements. C'est vrai, ils en ont besoin pour que la boîte tourne, mais en même temps c'est tellement frustrant que la mission écrite sur papier ne puisse plus être vraiment réalisée de manière autonome, ouverte et sans limites, parce qu'il y a une dépendance à ces sous."

Si se dessine une nécessité à questionner ces pratiques, la personne interrogée nous relate que cette réflexion demande du temps et de la volonté pour créer et mettre en place de réels groupes de travail :

● "[...] avant de vouloir expliquer cela de manière générale, il faudrait peut-être commencer au niveau [interne], comme [revoir] les critères des expats par exemple [ainsi que les critères de candidature pour les postes à responsabilités]".

Lorsque ce type de remarque est abordé en pleine réunion, cela ne suscite que silence, symptôme d'un débat aussitôt avorté. Ni les membres du Conseil d'Administration ni les responsables de département ne sont prêts actuellement à entamer ces débats ("ils ne sont pas ouverts, ils veulent juste le faire croire"), outre le fait de ne pas être suffisamment outillés pour les tenir.

Néanmoins, si un tel débat devait voir le jour, notre enquêté-e pointe les enjeux qu'il ou elle juge essentiels. Tout d'abord, du point de vue européen, au lieu de reproduire des imaginaires problématiques, les ONG pourraient jouer un rôle important dans un processus de décolonisation. Une piste à explorer peut notamment être la déconstruction de l'image de personnes blanches dans le rôle de "sauveur", tendant la main aux personnes noires et leur

apportant la solution, dans une logique de visibilité constante – voire de surexposition – des actions entreprises par elles. Ensuite, par rapport aux pays bénéficiaires, plutôt que de maintenir une dépendance économique à l'égard des ONG internationales, il serait plus judicieux de "mettre en place une collaboration avec des ONG ou des ASBL sur place, localement", qui permette de soutenir financièrement des initiatives locales existantes "pour qu'elles puissent aller plus loin et avancer". Enfin, en ce qui concerne la responsabilité des employé-e-s, il s'agirait de mettre sur pied une culture organisationnelle anti-raciste, en évaluant les processus de recrutement, ainsi que les conditions dans lesquelles s'exerce le travail. Il serait par exemple utile d'entreprendre une réflexion sur le processus de recrutement des expatrié-e-s, en cherchant notamment à approcher leurs motivations réelles (e. g. ces personnes ont-elles dépassé le complexe du "sauveur blanc"?), leur sens éthique. Dans le même temps, il faudrait décloisonner les milieux d'expatrié-e-s : jusqu'à aujourd'hui, ces derniers "restent toujours entre eux" et "se baladent en 4x4", une situation qui n'est pas sans rappeler les colons qui, "eux aussi [arrivaient au pays] pour aider".

Réinventer l'humanitaire de demain

Tout au long de cet entretien, la personne interrogée, qui occupe une position d'*insider*, a pointé les dimensions d'organisation et de gouvernance qui établissent des rapports asymétriques de pouvoir entre les différentes parties prenantes. En outre, en tant que personne touchée par le racisme, elle souligne les mécanismes qui alimentent des stéréotypes qui invisibilisent ou infantilisent le public (dit *bénéficiaire*), perpétuant ainsi un imaginaire raciste directement hérité de la période coloniale.

Si ces constats nous poussent à interroger, sous certains égards, les campagnes de communication ainsi que le fonctionnement intrinsèque de certaines structures de l'aide au développement, ils nous amènent plus largement à repenser ensemble la coopération internationale et l'humanitaire de demain. Pour cela, plusieurs pistes peuvent être envisagées, notamment le soutien aux structures locales déjà existantes, mais aussi le renforcement des aspects positifs et la mise en œuvre d'une véritable démarche de *bottom-up* qui dépass-

serait le discours de principe pour tendre vers une réelle reconnaissance de la parole et de la dignité des personnes que l'on souhaite aider. Cette démarche repose principalement sur la mise en place d'une hiérarchie "qui serait plus diversifiée et plus mixte". Dans cette perspective, les personnes racisées, ayant vécu des expériences de discrimination, peuvent apporter "un plus dans la façon de voir les choses, certaines subtilités qui peuvent échapper traditionnellement [aux autres]". Par ailleurs, à l'égard des personnes à qui les ONG offrent leur

aide, il est essentiel de "valoriser ce que les gens savent faire", en sortant de cette logique où "l'on ne montre toujours que les manquements". En effet, souligner et accentuer le fait qu'un-e individu-e se trouve dans une situation précaire s'avère contreproductif : d'une part, "cela n'aide pas la personne" et, d'autre part, cela peut aller jusqu'à "développer un sentiment d'infériorité". C'est pourquoi il importe de "renforcer les capacités existantes", de "montrer les points forts de ces personnes-là" pour qu'elles puissent "retrouver une certaine dignité".

Pour aller plus loin dans la réflexion et pour une représentation plus inclusive au niveau de la communication dans et par les ONG, nous proposons de terminer par une liste de questions à (se) poser, inspirées en partie de la campagne de sensibilisation Radi-Aid¹³ sur les représentations stéréotypées dans les campagnes de collecte de fonds :

1. Les images véhiculées reflètent-elles la diversité de la population en termes d'âge et de milieux représentés ?
2. Quelles émotions cherchez-vous à déclencher à travers vos communications (autant pour les donateurs et donatrices que pour les bénéficiaires) et dans quel but ? Faut-il avoir recours à la tristesse ou à la colère, ou est-il possible d'être plus optimiste ?
3. Quel est le contexte de la photo ? Est-il clairement communiqué ? Qui sont les personnes sur la photo est à quel point sont-elles liées à la situation ?
4. De quelle manière le texte se rapporte ou complète-t-il l'image ?
5. Dans quelle mesure la photo utilisée reflète-t-elle la réalité de la situation ? L'image utilisée se fait-elle le véhicule du problème ou de la solution ?
6. Les personnes sur l'image sont-elles représentées avec dignité ?
7. Quelle histoire se cache derrière cette photo ? Cette dernière permet-elle de présenter les personnes comme des êtres humain-e-s avec leur propres émotions et expériences ?
8. De quelle manière les images révèlent-elles – ou non – que la communauté locale possède la capacité d'améliorer par elle-même sa situation ? Où se trouvent les médecins, enseignant-e-s, travailleurs sociaux et travailleuses sociales, entrepreneurs et entrepreneuses, etc. de la communauté locale ?
9. L'avis des personnes représentées sur les images est-il pris en compte par les producteurs d'images ?
10. Concernant le processus de production des images, observe-t-on dans les CA et dans les services de communication une véritable inclusion de femmes et de personnes racisées, qui sont les plus à même de comprendre les enjeux liés aux représentations des minorités ?

12 – Dans une enquête menée en 2013 auprès des dix plus grandes ONG et portant sur le financement des ONG en Belgique, le quotidien flamand *De Tijd* a mis en exergue que cette dépendance à l'égard des subsides publics pouvait aller jusqu'à 53% pour celles-ci, la moyenne du secteur s'élevant à 38%. ("De Tijd analyse le financement des ONG", in *Fundraisers.be*, [en ligne], <https://www.fundraisers.be/249-stats-belgium/326-de-tijd-comptes-ong-art.html> [consulté en mars 2021]).

13 – Radi-Aid, "Questions to consider when using images of people", [en ligne], <https://www.radiaid.com/questions-to-consider> (consulté en mars 2021).



Anh Thy Nguyen

Membre volontaire



Pauline Washukenyi

Chargée de communication

Contribuez à une société plus juste et plus égalitaire

L'ASBL BePax est heureuse de vous proposer gratuitement la revue *Signes des Temps*, dont le coût d'impression et d'envoi revient à 1,50 € par exemplaire.

Si vous souhaitez soutenir notre travail de publication, n'hésitez pas à **faire un don sur le compte BE28 7995 5017 6120**. Quel qu'en soit le montant, votre soutien est précieux! (Déduction fiscale à partir de 40 € sur base annuelle).

BePax est également apte à recevoir des legs. Pour plus d'informations, contactez votre notaire ou contactez-nous au +32 (0)2 896 95 00 ou via info@bepax.org.



ANALYSE

CORPS NOIRS EN SOUFFRANCE : "DES IMAGES QU'ON AIME" VRAIMENT ?

"Les images ne sont pas uniquement des sources d'information et de divertissement,

mais des moyens d'expression culturelle qui ont le pouvoir de structurer nos pensées qui se traduisent ensuite en actions réelles. L'impact de ces images est parfois inquiétant, d'autant plus quand celles-ci s'imprègnent d'un imaginaire raciste qu'elles nourrissent à leur tour et qu'elles reproduisent." Sur base de 2 photographies prises en situations d'urgence dans des pays dits "sous-déve-

loppés" publiées par National Geographic, Nour Outojane nous propose une grille d'analyse d'images sous le prisme anti-raciste dans une analyse **en 2 parties** :

Partie 1 : <https://bepax.org/publications/corps-noirs-en-souffrance-des-images-quon-aime-vraiment-n-partie-1.html>

Partie 2 : <https://bepax.org/publications/corps-noirs-en-souffrance-des-images-quon-aime-vraiment-n-partie-2.html>

Consultez nos autres dossiers thématiques :

Signes

des Temps

Racisme - Antiracisme

**Nouveaux habits -
Nouveaux concepts**

JUL.-JULI.-AOÛT 2020

Signes

des Temps

Extrême droite

**Le rascisme comme
projet politique**

MA-AV-MAI. 2020

Signes

des Temps

Communautarisme

**l'accusation à
géométrie variable**

JAN - FEV. 2020

Surfez sur www.bepax.org
et suivez-nous sur



BePax
Dialogue & Diversité

ASBL BePax
Chaussée Saint-Pierre, 208
1040 Bruxelles

Tél. +32 (0)2 896 95 00
E-mail: info@bepax.org
facebook.com/bepaxasbl
www.bepax.org